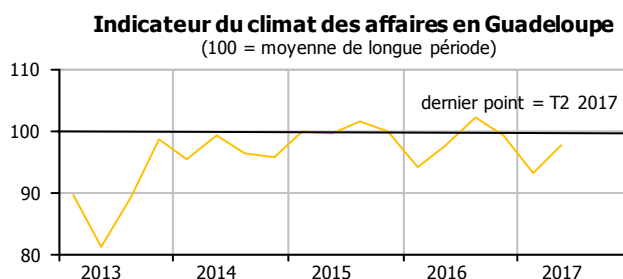


Tendances conjoncturelles 2^e trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUADELOUPE

Le climat des affaires peine à s'améliorer

À fin juin 2017, l'indicateur du climat des affaires s'établit à 97,6 points. En dépit d'une progression de 4,6 points, il reste en dessous de sa moyenne de longue période pour le troisième trimestre consécutif. En effet, bien que les anticipations relatives au troisième trimestre contribuent positivement à l'évolution de l'indicateur, l'allongement des délais de paiement et la dégradation de leur trésorerie pèsent sur le moral des chefs d'entreprise interrogés.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Dans ce contexte, l'environnement macroéconomique du trimestre apparaît en demi-teinte. Malgré la stabilité des prix et de la demande d'emploi à fin juin 2017 (respectivement -0,3 % et +0,1 %, CVS), la consommation des ménages montre des signes d'affaiblissement sur le trimestre. Les importations destinées aux entreprises, bien que demeurant à un niveau élevé, reculent sur trois mois et suivent ainsi la tendance baissière des échanges commerciaux du département.

Si certains secteurs pâtissent de ce contexte économique peu dynamique, d'autres restent relativement bien orientés. Ainsi, selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité dans les secteurs des autres industries et du BTP, en dépit d'une hausse de la consommation de ciment sur le trimestre, se détériore à nouveau. A contrario, le secteur des industries agroalimentaires est porté par des exportations en hausse. De même, les chefs d'entreprise dans le secteur du commerce font état d'un courant d'affaires en progression. Si l'activité dans le tourisme est pour sa part jugée stable sur le trimestre, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie atteint son plus haut niveau depuis 2008.

IRMA ET MARIA, DEUX CYCLONES D'UNE INTENSITÉ EXCEPTIONNELLE DANS LA CARAÏBE

En septembre 2017, deux ouragans majeurs ont frappé la Caraïbe. Les ouragans **Irma** puis **Maria** ont traversé l'Atlantique en dévastant sur leur passage plusieurs territoires. Ces phénomènes extrêmes laissent derrière eux plusieurs dizaines de morts.

En matière économique, les pertes matérielles liées à ces catastrophes sont estimées à plusieurs milliards d'euros. Plus largement, les conclusions de la littérature économique sur le sujet évoquent un impact négatif significatif des catastrophes naturelles sur le taux de croissance réelle du PIB. Selon une étude du FMI¹, concernant les catastrophes d'ampleur "modérée", les investissements des activités de reconstruction peuvent permettre de dynamiser le PIB des territoires concernés. Ce n'est toutefois pas le cas des catastrophes "sévères". Celles-ci réduisent le PIB réel par habitant de 0,6 % en moyenne et ce chiffre s'élève à environ 1 % dans les pays à faible revenu. Dans les petits États insulaires, les ouragans ont un plus grand impact estimé, qui se traduit en moyenne par une baisse de 3 % du PIB par habitant.

Les territoires caribéens pourraient ainsi être classés en deux catégories. D'une part, ceux qui n'ont que partiellement subi les passages des ouragans et qui pourraient voir leur croissance dopée par les efforts de reconstruction. D'autre part, les nombreux territoires affectés par les zones les plus actives des ouragans, dont le PIB diminuerait.

¹Source : FMI, "Natural Disasters : Mitigating Impact, Managing Risks", Nicole Laframboise et Boileau Loko, octobre 2012.

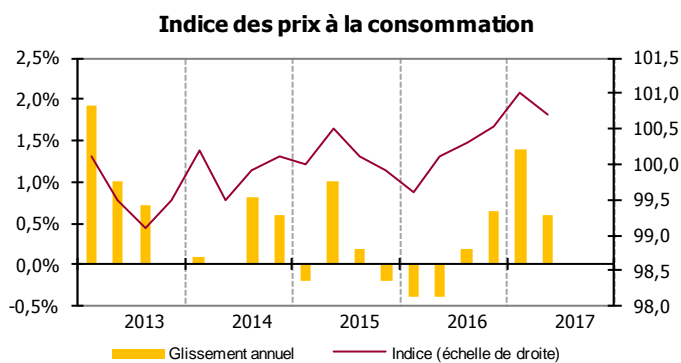
Avertissement : Les projections relatives au troisième trimestre 2017 présentées dans cette note ne prennent pas en compte l'impact du passage des ouragans Irma et Maria sur l'économie guadeloupéenne. Les *Tendances conjoncturelles* du troisième trimestre 2017, qui seront publiées fin novembre 2017, permettront de dresser un premier bilan économique post-ouragans.

La hausse des prix marque le pas

Au deuxième trimestre 2017, l'indice des prix à la consommation affiche une quasi-stabilité (-0,3 % sur trois mois).

Les prix de l'énergie diminuent de 3,3 %, en particulier sous l'effet de la baisse des prix des produits pétroliers (-4,5 %). Les prix des services, des produits manufacturés et de l'alimentation ont peu varié sur le trimestre (respectivement -0,3 %, +0,2 % et -0,1 %).

Sur un an, l'indice des prix progresse légèrement (+0,6 %), tiré par les prix des services (+0,9 %), de l'alimentation (+0,8 %) et de l'énergie (+1,9 %), notamment ceux des produits pétroliers (+2,8 %). Seuls les prix des produits manufacturés sont stables sur douze mois (-0,1 %).

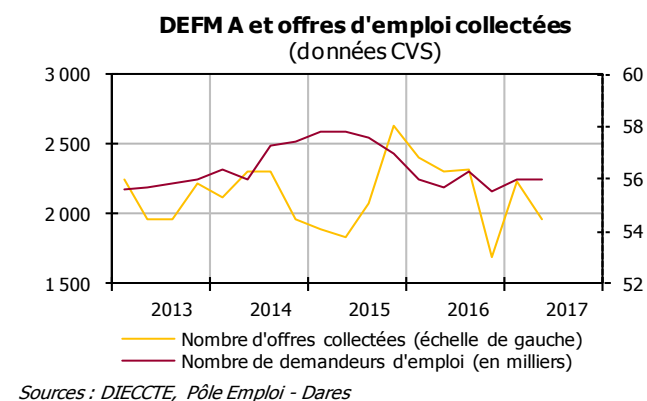


La demande d'emploi se stabilise

À fin juin 2017, 56 040 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, données CVS) sont recensés par Pôle Emploi, un chiffre stable sur le trimestre (+0,1 %, CVS).

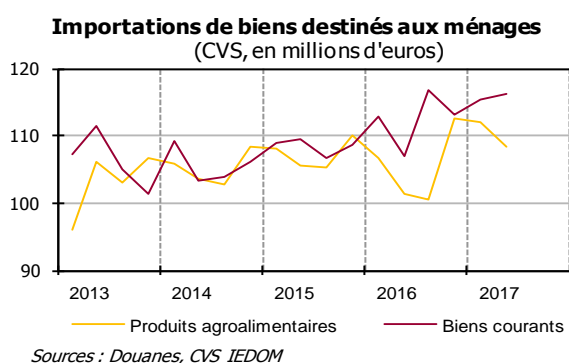
Parmi les DEFM A, le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans progresse (+1,7 %, CVS). À l'inverse, les personnes de moins de 25 ans et celles âgées de 25 à 49 ans sont moins nombreuses qu'au trimestre passé (respectivement -0,2 % et -0,6 %, CVS).

Après avoir fortement augmenté en début d'année, le nombre d'offres d'emploi collectées diminue pour sa part de 11,7 % (CVS) en glissement trimestriel et de 14,7 % (CVS) en glissement annuel.



La consommation des ménages se tasse légèrement

Au deuxième trimestre 2017, les importations globales de biens destinés à la consommation des ménages s'affichent en baisse.

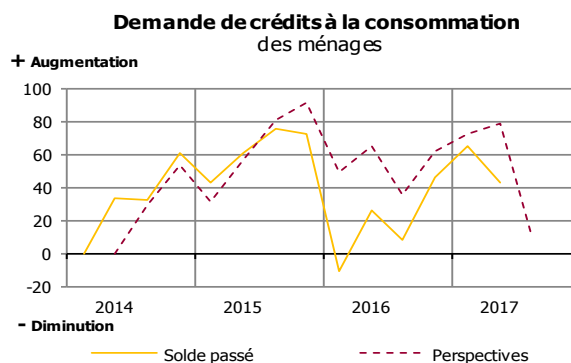


Les crédits à la consommation accordés aux ménages restent favorablement orientés sur un an, en hausse de 5,4 %¹. Selon l'enquête financière de l'IEDOM, la demande pour ce type de crédits reste importante, malgré un resserrement des conditions d'octroi.

En parallèle, à l'exception du nombre de retraits de cartes bancaires qui augmente fortement (+43,4 %), l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité des ménages sont favorablement orientés.

Les importations de biens d'équipement du foyer et de produits agroalimentaires diminuent respectivement de 1,1 % et 3,3 % (CVS). Seules les importations de produits courants s'inscrivent légèrement en hausse sur le trimestre (+0,7 %, CVS).

Toutefois, les importations globales destinées aux ménages restent supérieures à leur niveau de juin 2016. Sur un an, les importations de biens d'équipement, de produits courants et de produits agroalimentaires progressent respectivement de 13,4 %, 8,7 % et 6,9 % (CVS). De même, malgré un repli sur le trimestre (-5,8 %, CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules neufs augmente de 5,8 % (CVS) par rapport à juin 2016.

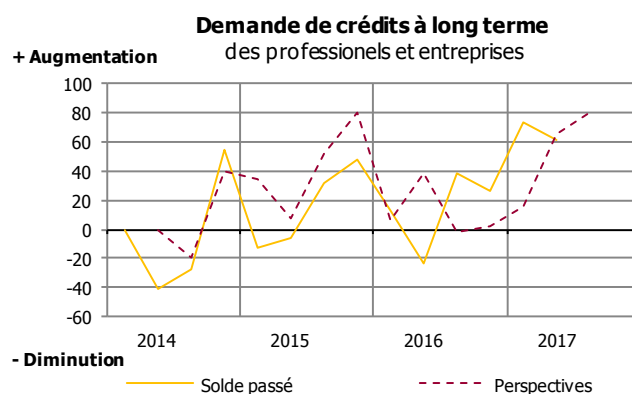


¹ Dans cette note, les données relatives aux encours de crédits concernent la Guadeloupe hors Îles du Nord. Elles peuvent ainsi différer de celles présentées dans les annexes statistiques qui portent, elles, sur les trois géographies.

L'investissement privé reste à un niveau élevé

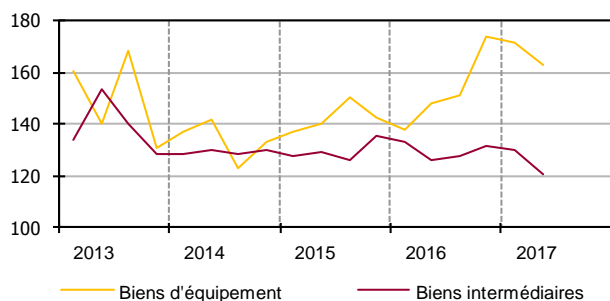
Les prévisions d'investissement des entreprises sur les douze prochains mois, recueillies dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, restent globalement bien orientées. Les secteurs du commerce, du tourisme, et des industries agroalimentaires en sont les principaux moteurs.

De plus, à fin juin 2017, les crédits à l'investissement octroyés aux entreprises marquent une nette progression (+11,0 %) et l'encours des crédits immobiliers poursuit sa hausse (+4,6 %). Ces constats sont en ligne avec les résultats de l'enquête financière de l'IEDOM. Selon celle-ci, la demande de crédits à long terme des entreprises et des professionnels reste dynamique au deuxième trimestre et devrait continuer à progresser au troisième trimestre. Le contexte de taux bas et des critères d'attribution qui demeurent souples concourent à expliquer ce phénomène.



Source : Enquête financière de l'IEDOM

Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS IEDOM

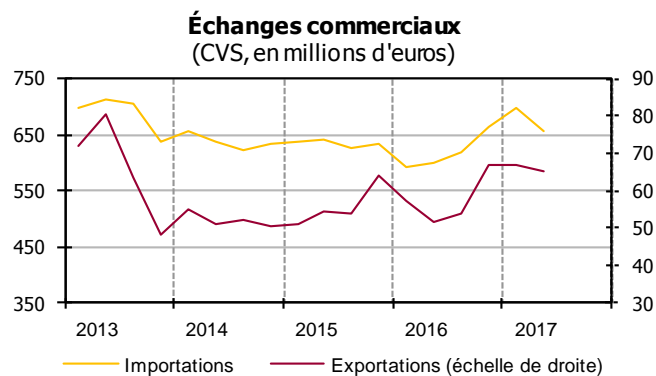
Toutefois, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel diminuent respectivement de 7,4 % et 4,9 % sur le trimestre (CVS). Sur un an, les importations de biens d'équipement restent sensiblement supérieures à leur niveau de juin 2016 (+10,1 %, CVS).

Parallèlement à l'investissement des entreprises, celui des ménages semble bien orienté au deuxième trimestre 2017. Ainsi, l'encours des crédits à l'habitat est en progression de 4,8 % sur un an. La demande pour ce type de crédits est restée dynamique sur le trimestre dans un contexte de stabilisation des critères d'attribution.

Les échanges se replient sur le trimestre

Au deuxième trimestre 2017, les importations diminuent de 6,1 % (CVS), impactées par la baisse des importations de matériels de transport. Les exportations sont également en recul, enregistrant une baisse de 2,9 % par rapport au premier trimestre 2017.

Les échanges commerciaux restent cependant supérieurs à leur niveau de juin 2016 : ainsi, sur un an, les importations augmentent de 9,7 % (CVS) et les exportations progressent de 25,9 % (CVS).



Sources : Douanes, CVS IEDOM

LA CLIENTÈLE RÉSIDENTE, UN SOUTIEN POUR L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise du secteur touristique font état d'une activité relativement stable au deuxième trimestre 2017. Si le nombre de vacanciers non-résidents accueillis sur l'île se contracte sur le trimestre, les professionnels du secteur bénéficient en revanche de l'activité générée par la clientèle résidente.

Ainsi, la fréquentation de l'île s'inscrit en baisse sur le trimestre. Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes diminue de 4,6 % (CVS) et, la saison des croisières ayant pris fin au mois d'avril, le nombre de croisiéristes accueillis est marginal.

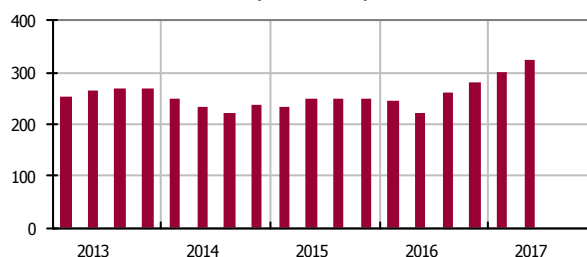
Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie progresse cependant de 7,9 % (CVS) sur trois mois et de 44,3 % (CVS) sur un an, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis 2008. Les hôteliers de la place ont baissé leurs prix au deuxième trimestre pour attirer une clientèle en majeure partie locale.

Porté par une activité demeurant à un niveau élevé, le secteur continue à investir. Un établissement hôtelier devrait ainsi prochainement rouvrir ses portes et de nombreux projets de rénovation sont amorcés sur l'ensemble du parc hôtelier.

Dans ce contexte, l'encours de crédits portés par les établissements de crédit locaux en faveur du secteur de l'hébergement et de la restauration atteint 64,4 millions d'euros à fin juin 2017. Ce montant s'inscrit en hausse de 17,4 % par rapport à son niveau de juin 2016.

Enfin, les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation de leur activité au troisième trimestre. L'ensemble des autres soldes d'opinion reste toutefois bien orienté.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie
(en milliers)



Source : Insee, CVS IEDOM

CONSOLIDATION DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE MONDIALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Aux États-Unis, le FMI a abaissé ses prévisions de croissance en 2017 et 2018 de respectivement 0,2 point et 0,4 point, principalement en raison des incertitudes portant sur la nature et l'horizon temporel des mesures de relance budgétaire. Celles-ci pouvant s'avérer moins expansionnistes qu'annoncé, le FMI envisage désormais une croissance de +2,1 % pour les deux années à venir.

Dans la zone euro, la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues. Le FMI table ainsi sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point).

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. L'investissement ralentit après un sursaut au premier trimestre (+0,5 % après +1,4 %), tandis que la consommation des ménages s'accélère légèrement (+0,3 % après +0,1 %). En parallèle, le solde extérieur contribue positivement à la croissance grâce au rebond des exportations (+3,1 % après -0,7 %) et à la stabilisation des importations (+0,2 %). Le FMI a légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à +1,5 % (+0,1 point).

Au Japon, la consommation, l'investissement et les exportations ont progressé plus rapidement qu'anticipé le trimestre dernier, portant la prévision de croissance du FMI à +1,3 % sur l'année (+0,1 point).

Les pays émergents pourraient enregistrer une croissance globale de +4,6 % en 2017, tirée par les pays exportateurs de matières premières, dont les cours remontent. Le FMI a relevé sa prévision pour la Chine à +6,7 % (+0,1 point), en lien avec un niveau d'activité plus solide qu'attendu au premier trimestre et des réformes favorables à l'offre (politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures).

Au Brésil, après un premier trimestre bien orienté, le FMI a réévalué à +0,3 % la croissance du PIB en 2017 (+0,1 point). En Russie, le FMI confirme la sortie de récession avec une croissance de +1,4 % en 2017 (après -0,2 % en 2016), en lien avec un regain de confiance des agents économiques et l'assouplissement des conditions financières.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 28 juillet 2017